



## Notes relatives aux donateurs d'aide au développement qui ne sont pas membres de l'OCDE

Plusieurs pays n'appartenant pas à l'OCDE sont depuis longtemps des acteurs importants de la coopération pour le développement et le volume des financements concessionnels accordés aux pays en développement par un grand nombre d'entre eux s'accroît. Le CAD de l'OCDE est conscient du rôle joué par ces pays non membres de l'OCDE sur la scène internationale de la coopération pour le développement et il s'en félicite. Il a la volonté d'unir ses efforts aux leurs pour faire reculer la pauvreté, promouvoir une croissance économique durable et relever les défis du développement dans le monde.

En tant que source de statistiques sur la coopération pour le développement faisant autorité, le CAD s'emploie à dresser un tableau complet des apports d'aide mondiaux contenant des informations sur l'ensemble des pourvoyeurs d'aide au développement. Le CAD espère que tous les pays conduisant des programmes de coopération pour le développement d'une certaine dimension vont s'efforcer de fournir dans un proche avenir des données sur les apports financiers qu'ils consentent, ce qui leur donnera la possibilité de faire reconnaître l'ampleur de leurs efforts et permettra de mieux éclairer la prise de décision tant du côté des donateurs que du côté des pays partenaires. Vingt pays non membres du CAD ont déjà notifié à ce dernier leurs statistiques sur l'APD.

La présente section contient des informations relatives au volume et aux principales caractéristiques des programmes de coopération pour le développement menés par seize pays non membres de l'OCDE. Onze d'entre eux notifient officiellement au CAD leurs apports d'APD : l'Arabie saoudite, Chypre<sup>12</sup>, les Émirats arabes unis, le Koweït, la Lettonie, le Liechtenstein, la Lituanie, Malte, la Roumanie et la Thaïlande. Le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud (BRICS) ne communiquent pas leurs données, mais ils apportent depuis de nombreuses années des contributions non négligeables à la coopération pour le développement international<sup>13</sup>.

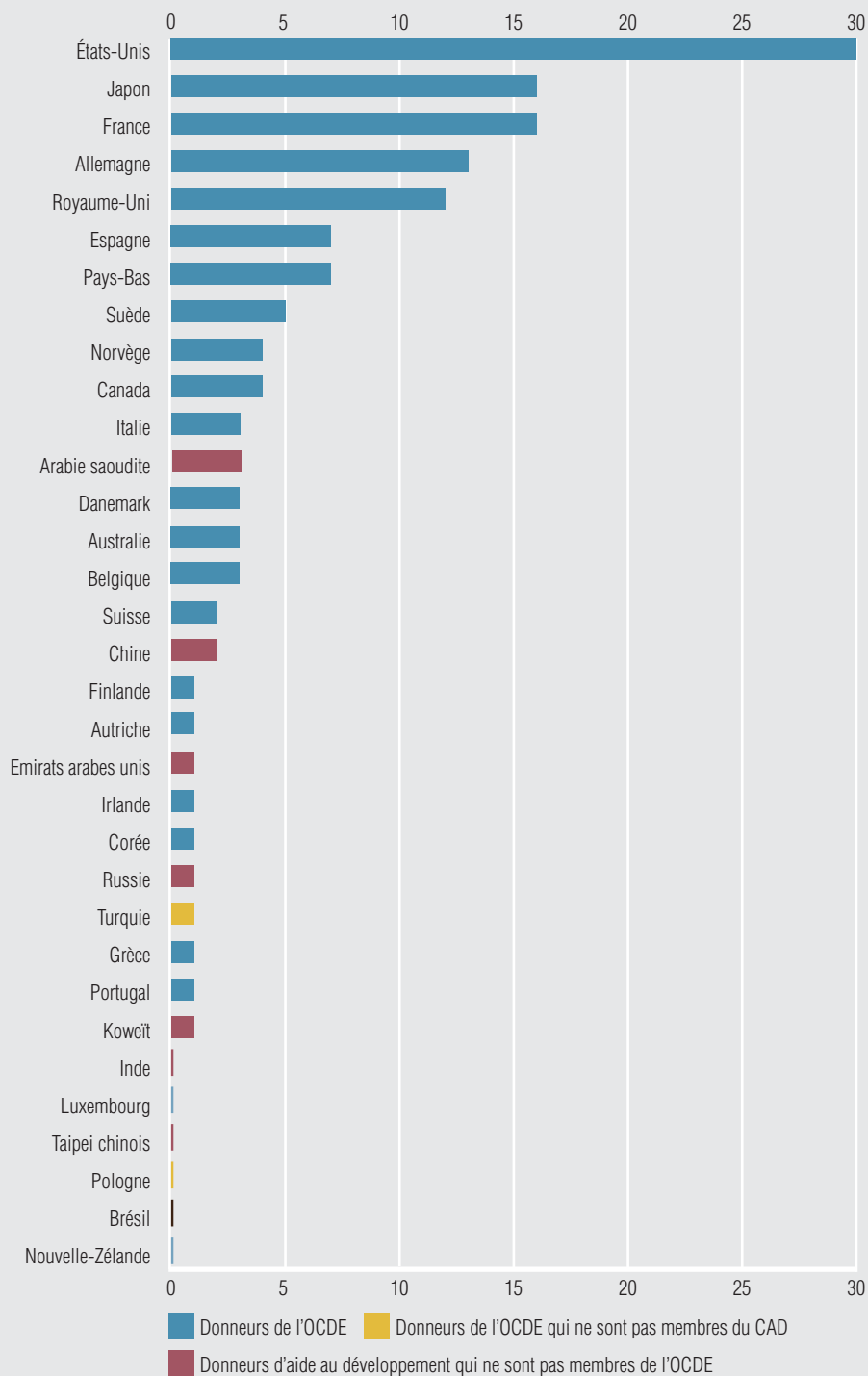
Les apports d'aide consentis par les seize pays non membres de l'OCDE ont représenté une proportion modeste, mais croissante, des flux d'APD totaux en 2009. Globalement, ces pays ont versé en 2009 au titre de l'aide au développement des sommes estimées à 9.3 milliards USD en chiffres bruts, soit 6.4 % du total des apports bruts d'APD. Les flux émanant de ces pays ont parfois excédé les contributions de certains membres du CAD. C'est notamment le cas de l'Arabie saoudite (3.2 milliards USD d'APD brute), de la Chine (1.9 milliard USD d'APD brute) et les Émirats arabes unis (plus de 1.0 milliard USD d'APD brute) (voir graphique 101).

Plusieurs pays du Moyen-Orient pratiquent la coopération pour le développement depuis des décennies et ont perfectionné les mécanismes de coordination et d'harmonisation de leurs efforts, notamment grâce au Groupe de coordination des organismes d'aide arabes. Lors de trois réunions qui se sont tenues récemment (au Koweït en mai 2009, à Vienne en avril 2010 et à Londres en juillet 2011), les membres de ce groupe et le CAD se sont déclarés extrêmement désireux d'apprendre les uns des autres. En marge des échanges d'informations sur leurs programmes d'aide respectifs, ils sont convenus de collaborer dans plusieurs domaines prioritaires : soutien aux pays partenaires pour le renforcement de la sécurité alimentaire ; contribution à l'amélioration de la fourniture aux pauvres de sources d'énergie appropriées, accessibles et peu onéreuses ; prise en compte des effets sur le changement climatique des sources d'énergie traditionnelles ; et apport d'un soutien mieux coordonné au Yémen pour l'aider à mettre en œuvre des réformes.

Trois des plus généreux donateurs de la région du Golfe notifient au CAD les données relatives à leur APD : le Koweït, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. La majeure partie de leur aide est distribuée sous forme d'aide bilatérale et drainée vers des secteurs tels que les infrastructures, l'énergie et l'agriculture. L'aide au développement a constitué un instrument important d'affichage de la solidarité entre les pays arabes, un instrument qui a permis d'aider et de stabiliser des États de la région se trouvant dans des situations de conflit et de fragilité. En 2009, l'Arabie saoudite a conservé la première place du classement des donateurs n'appartenant pas au CAD, en versant 3.2 milliards USD d'APD brute. Ce chiffre marque pourtant une chute de 42 % par rapport à l'année précédente au titre de laquelle l'Arabie saoudite avait mobilisé 5.1 milliards USD. Le Koweït a lui aussi amputé en 2009 ses apports d'aide au développement qui se sont chiffrés à 527.7 millions USD d'APD brute contre 663.4 millions USD en 2008. Les Émirats arabes unis ont fait état d'un montant de 1.0 milliard USD d'APD brute pour 2009. En 2010, ils ont procédé pour la première fois à une notification au CAD de leurs apports d'aide à l'échelle de l'ensemble de l'administration, activité par activité, et sont ainsi devenus le premier pays non membre de l'OCDE à notifier des données aussi détaillées (Smith 2011a).

Les performances en matière d'APD des États membres de l'Union européenne qui ne sont pas membres de l'OCDE ont évolué en 2009. D'un côté, la Roumanie et Chypre<sup>14</sup> ont accru leurs versements bruts d'APD : la Roumanie a distribué 152.5 millions USD en 2009, contre 122.9 millions USD en 2008, et Chypre<sup>15</sup> a porté dans le même temps ses apports de 37.4 millions USD à 45.4 millions USD. D'un autre côté, l'APD nette dispensée par la Lituanie a chuté, passant de 47.9 millions USD en 2008 à 36.2 millions USD

Graphique A.101. Apports bruts d'APD émanant des donateurs en 2009 (milliards USD courants)



Source : Statistique du CAD de l'OCDE complétées par des estimations pour le Brésil, la Chine, l'Inde et la Russie tirées de Zimmermann et Smith (2011).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932514114>

en 2009. Les flux d'APD en provenance de Lettonie sont également en recul, même si le mouvement est léger : 21.0 millions USD en 2009 contre 21.9 millions USD en 2008. Malte a notifié au CAD ses apports d'APD pour la première fois en 2009, soit 13.7 millions USD d'APD brute. Compte tenu de leur capacité limitée à exécuter des programmes d'aide bilatéraux sur le terrain, ces pays de l'UE ont tendance à faire transiter une bonne partie de leur aide par des organisations multilatérales, notamment l'Union européenne et le système des Nations Unies.

Le Taipei chinois, la Thaïlande et le Liechtenstein notifient eux aussi au CAD leurs statistiques sur l'APD. Deux de ces trois pays ont réduit leurs apports d'aide en 2009 : le Taipei chinois a totalisé des versements bruts d'APD de 411.4 millions USD, contre 435.2 millions USD en 2008 ; la Thaïlande a pour sa part consacré 40.2 millions USD à l'APD, ce qui représente une baisse notable par rapport au chiffre de 178.5 millions USD atteint en 2008. Le Liechtenstein a majoré ses versements bruts d'APD, passés de 23.3 millions USD en 2008 à 26.3 millions USD en 2009. Ces trois pays acheminent l'essentiel de leur aide au développement par la voie bilatérale : 98 % de l'APD distribuée par le Taipei chinois, 86 % de l'APD thaïlandaise et 80 % de l'APD consentie par le Liechtenstein empruntent le canal bilatéral.

Concernant les pays qui ne lui notifient pas leurs statistiques, le CAD a également procédé pour l'année 2009 à des estimations des apports d'aide émanant du Brésil, de la Chine, de l'Inde, de la Russie et de l'Afrique du Sud.

Selon une étude récente menée à bien par le gouvernement brésilien, le budget de l'aide brésilienne au développement s'est chiffré à 362.2 millions USD en 2009 contre 336.8 millions USD en 2008 (IPEA et ABC 2010). Ces données se rapportent uniquement aux dons effectués par l'État fédéral et ne tiennent pas compte des prêts (ne portant pas intérêts et octroyés à des conditions préférentielles), des allègements de dette ou des activités de coopération menées par les administrations locales et centrale. Aussi le volume de l'aide brésilienne au développement est-il probablement plus élevé que ne le laissent penser les estimations des autorités. Selon un rapport du gouvernement, plus de 68 % des ressources allouées par le Brésil à la coopération pour le développement sont allés en 2009 à des organisations multilatérales, 13.5 % ont servi à financer des activités de coopération technique, 12 % à financer des actions d'aide humanitaire et 6 % à financer des bourses accordées au Brésil à des étudiants étrangers (IPEA et ABC 2010). La Banque nationale brésilienne de développement (BNDES) a intensifié ses efforts pour stimuler les échanges et la croissance intérieure au Brésil en octroyant des prêts à des pays en développement ; le degré de concessionnalité de ces prêts est toutefois difficile à préciser (Zimmermann et Smith, 2011). Alors qu'il concentrait auparavant ses moyens sur ses voisins d'Amérique latine et sur les pays lusophones, le Brésil oriente désormais de plus en plus son aide au développement vers d'autres partenaires africains comme le Ghana.

Dans un Livre blanc publié récemment sous le titre "China's Foreign Aid", le gouvernement chinois déclare avoir consacré approximativement 38.5 milliards USD (soit 256.3 milliards RMB) à l'aide extérieure entre 1950 et 2009 (GoC 2011). Ce chiffre recouvre des dons (41 %), des prêts ne portant pas intérêts (30 %) et des aides à l'octroi de prêts à des conditions préférentielles (29 %). En 2009, le budget affecté par la Chine à la coopération pour le développement a représenté 1.9 milliard USD d'après le budget des dépenses pour 2010 de l'administration centrale (GoC 2010) contre 1.8 milliard USD en 2008. Cependant, cette estimation ne tient pas compte des dotations destinées à financer les prêts consentis à des conditions préférentielles et les allègements de dettes qui, s'ils étaient comptabilisés, pourraient porter l'aide chinoise à quelque 3 milliards USD (Zimmermann et Smith 2011). Selon l'administration chinoise, le pays a consacré en 2009 63 % de son aide au développement aux pays à faible revenu (GoC 2011). Sur cette période, l'aide de la Chine a surtout bénéficié à des pays d'Afrique (à hauteur de 45.7 %) et d'Asie (à hauteur de 32.8 %), bien que les pays d'Amérique latine et des Caraïbes (à hauteur de 12.7 %), d'Océanie (à hauteur de 4 %), d'Europe (à hauteur de 0.3 %) et quelques autres (à hauteur de 4.5 %) aient également perçu une part de cette manne. Les secteurs jugés prioritaires par le gouvernement chinois sont notamment l'agriculture, l'industrie, l'infrastructure économique, les services publics, l'éducation et la santé. Depuis quelque temps, la Chine veille avec une attention accrue à aider d'autres pays en développement à lutter contre le changement climatique (GoC 2011).

D'après le rapport annuel du ministère indien des Affaires extérieures, l'aide distribuée par le pays et son programme de prêts ont mobilisé 488.0 millions USD au titre de l'exercice budgétaire 2009-10, contre 609.5 millions USD pour l'exercice précédent (Gol 2010). C'est le Département des affaires économiques du ministère des Finances qui gère le budget indien de l'aide au développement et assure la supervision du programme de prêts de la Banque indienne d'exportation et d'importation, EXIM. A la date du 25 mai 2011, la banque EXIM avait ouvert 140 lignes de crédit, pour la plupart destinées à financer des projets d'infrastructure précis dans des pays en développement exécutés par des entreprises indiennes dans des secteurs tels que l'électricité, l'énergie, l'irrigation et les transports (Indian EXIM Bank 2011). La Division de la coopération technique et économique du ministère des Affaires extérieures est chargée de la coopération technique. Dans le cadre de son programme international pour la coopération technique et économique (ITEC), l'Inde assure chaque année la formation de centaines de personnes issues de plus de 150 pays dans des domaines aussi divers que les technologies de l'information, l'éducation et la création d'entreprises (Gol 2010). La majeure partie de son budget de la coopération pour le développement bénéficie à des pays voisins, dont le Bhoutan, le Bangladesh, le Népal, le Sri Lanka, Myanmar et les Maldives. L'Afrique s'adjuge cependant une part croissante de l'aide au développement

distribuée par l'Inde. Lors du premier Sommet Inde-Afrique qui s'est tenu en 2008, l'Inde a promis de procurer aux pays d'Afrique 5.4 milliards USD sous forme de prêts et 500 millions USD sous forme de dons sur les cinq à six ans à venir (Zimmermann et Smith 2011).

Les autorités russes estiment que les versements de la Fédération de Russie au titre de l'aide se sont élevés à 785.0 millions USD en 2009, soit une hausse notable en comparaison des chiffres de 220.0 millions et 100.0 millions USD atteints respectivement en 2008 et en 2004 (GoR 2010). Une bonne partie de l'aide russe transite par des canaux multilatéraux, notamment la Communauté économique eurasiennne, la Banque mondiale, le système des Nations Unies, ou encore des initiatives mondiales de grande ampleur et des fonds d'affectation spéciale. Les principaux pays partenaires de la Russie sont les membres de la Communauté des États indépendants (CEI), suivis des pays de la région Asie-Pacifique et des pays d'Afrique subsaharienne. La santé est un secteur prioritaire, mais la Russie investit également dans d'autres secteurs comme la sécurité alimentaire, l'énergie, l'éducation et l'intégration régionale (GoR 2010). La Russie a annoncé son intention de commencer à notifier ses apports d'aide au CAD dès qu'elle se sera dotée des moyens nécessaires pour le faire.

Le budget consacré par l'Afrique du Sud à la coopération pour le développement s'est contracté, passant de 112.6 millions USD au titre de l'exercice 2008-09 à 108.7 millions USD pour l'exercice 2009-10 (South African National Treasury 2010). L'aide bilatérale sud-africaine transite pour l'essentiel par le Fonds pour la renaissance africaine et la coopération internationale, dont la dotation a été portée de 7 millions USD en 2003 à près de 40 millions USD en 2008-09. L'Afrique du Sud a annoncé la création d'une nouvelle agence de la coopération pour le développement en 2011, la South African Development Partnership Agency (Agence sud-africaine de partenariat au développement) qui remplacera le Fonds pour la renaissance africaine et la coopération internationale et aura vocation à améliorer la coordination entre les différentes activités et instruments de coopération pour le développement (Ramachandran 2011). L'Afrique du Sud accorde en priorité son aide aux pays de sa région. On estime qu'environ 70 % de l'aide sud-africaine est orientée vers des pays membres de la Communauté du développement de l'Afrique australe (Zimmermann et Smith 2011).

En dehors des donateurs bilatéraux susmentionnés, des donateurs privés mobilisent également au service du développement des sommes non négligeables sous forme de financements concessionnels. C'est la première fois en 2010 que les statistiques du CAD tiennent compte des décaissements effectués par l'une des plus grandes fondations privées du monde, la Fondation Bill & Melinda Gates (Smith 2011b).

En 2009, la Fondation Bill and Melinda Gates a versé pas moins de 1.8 milliard USD sous forme de dons au bénéfice de l'amélioration de la santé dans les pays en développement, qui ont servi notamment à financer des actions de soutien à la vaccination et à la lutte contre la poliomyélite, le VIH/sida, le paludisme, la pneumonie, la tuberculose (TB), les maladies diarrhéiques et autres maladies infectieuses, et des actions en faveur de la régulation des naissances, de la nutrition et de la santé maternelle et infantile. Ce chiffre a permis à la Fondation Gates de se hisser au troisième rang des donateurs au niveau international pour l'aide à la santé après les États-Unis et le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Une bonne partie des dépenses consenties par la Fondation Gates en faveur de la santé dans le monde vont en priorité à la recherche et au développement de vaccins, de médicaments et d'instruments de diagnostic, dont les résultats pourraient être partagés à l'échelle mondiale. Aussi, 50 % des dépenses qu'elle a consacrées en 2009 à la santé dans le monde ont-elles été non pas affectées à un pays en particulier, mais affectées à un niveau mondial ou régional. Cependant, la Fondation Gates investit également dans l'amélioration de l'accès à des outils éprouvés pour résoudre les problèmes de santé ayant des répercussions majeures dans les pays en développement. Dans le cadre des travaux qu'elle a financés, ses contributions ont bénéficié principalement aux pays d'Afrique et d'Asie, qui se sont adjugé respectivement 34 % et 15 % des dépenses qu'elle a consacrées en 2009 à la santé dans le monde.

## Notes

1. Ces prévisions ont été publiées dans le *Rapport 2005 sur la coopération pour le développement* (tableau 1.1).
2. L'aide programmable par pays (APP) est un sous-ensemble de l'aide publique au développement (APD) qui fait abstraction d'éléments tels que les secours humanitaires, les allègements de dette et les dépenses encourues dans les pays donateurs comme les frais administratifs et le coût des réfugiés dans les pays donateurs.
3. Les données des États-Unis sur l'aide orientée vers l'égalité hommes-femmes ne sont pas comparables avec celles fournies par les autres donateurs. Ce pays a réexaminé ses méthodes de collecte des données sur le marqueur égalité hommes-femmes et entend les modifier radicalement afin d'assurer la fiabilité et la validité de ses statistiques.
4. La part de l'aide orientée vers l'égalité hommes-femmes dans le total des engagements d'APD est calculée sur la base des apports d'aide ventilable par secteur auxquels le marqueur a été appliqué. Dans l'analyse des chiffres, il ne faut pas oublier que l'utilisation du marqueur par les donateurs a été un processus progressif. Les chiffres rétrospectifs fournis pour l'ensemble des donateurs tiennent compte de cette progressivité et de l'augmentation du volume de l'aide auquel le marqueur est appliqué.
5. Officiellement, la notification sur les marqueurs Rio a débuté en 2007.
6. Pour déterminer les dépenses d'aide humanitaire des donateurs du CAD, Global Humanitarian Assistance (GHA) additionne les éléments suivants : *i*) les sommes notifiées dans le tableau CAD 1 au titre des apports publics et privés à la ligne pour mémoire « Aide humanitaire (versements nets) », et *ii*) les versements nets totaux d'APD au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), à l'Office de secours et de travaux pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et au Programme alimentaire mondial (PAM), tels que notifiés dans le tableau CAD 2a. Dans ses calculs, le GHA n'intègre pas la totalité des versements d'APD au PAM, mais un pourcentage de ces derniers, pour tenir compte du fait que toutes les dépenses du PAM n'ont pas une vocation « humanitaire ». Les versements d'aide humanitaire consentis au Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), au Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et aux « autres organismes des Nations Unies » notifiés dans le tableau CAD 2 sont également inclus. (Pour plus de précisions, voir [www.globalhumanitarianassistance.org/data-guides/calculations-methodologies](http://www.globalhumanitarianassistance.org/data-guides/calculations-methodologies).)
7. En 2011, le DFID a rendu publique sa nouvelle Vision stratégique pour les filles et les femmes, qui vise à améliorer notablement et transformer durablement les conditions de vie de la gent féminine grâce à une action plus intense et plus efficace s'articulant autour de quatre grands axes.
8. Le Royaume-Uni a aussi promis d'intégrer les considérations liées au changement climatique dans toutes les composantes, bilatérales et multilatérales, de son programme. La conduite des efforts dans ce sens a été confiée à un Directeur général et des cadres de l'organisation s'en font les champions à tous les niveaux. Le Royaume-Uni continue aussi de soutenir à travers son programme d'aide l'action plus générale en faveur de l'environnement, par exemple par ses contributions au Fonds pour l'environnement mondial.

9. Il en résultera une augmentation de près de 50 % de ses concours au cours des quatre années en question de sorte que la part de son APD servant à financer la lutte contre le changement climatique se trouvera portée à 7.5 % en 2014/15. Avec ce fonds, le Royaume-Uni honore intégralement l'engagement qu'il a souscrit au niveau international de débloquer 1.5 milliard GBP de financements « à mise en œuvre rapide » entre 2010 et 2012. L'International Climate Fund servira à financer des dépenses aussi bien multilatérales que bilatérales, se répartissant de manière équilibrée entre des activités en faveur de l'adaptation (50 %), d'un développement économe en carbone (30 %) et de la sylviculture (20 %). L'adéquation de ces parts respectives sera surveillée.
10. Dans le cas des États-Unis, le marqueur égalité hommes-femmes a été affecté aux projets dont le descriptif comportait certains termes (comme « fille » ou « femme ») ; les données des États-Unis sur l'aide orientée vers l'égalité hommes-femmes ne sont pas comparables avec celles fournies par les autres donateurs. Ce pays a réexaminé ses méthodes de collecte des données sur le marqueur égalité hommes-femmes et entend les modifier radicalement afin d'assurer la fiabilité et la validité de ses statistiques.
11. Les statistiques pour Israël sont communiquées par les autorités israéliennes compétentes et sous leur responsabilité. L'OCDE utilise ces données sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des implantations israéliennes en Cisjordanie au regard du droit international.
12. *i)* Note de la Turquie : Dans le présent document, les informations faisant référence à « Chypre » concerne la partie sud de l'île. Il n'existe pas d'autorité unique représentant à la fois les Chypriotes turcs et les Chypriotes grecs sur l'île. La Turquie a reconnu la République turque de Chypre du Nord (RTCN). Jusqu'à ce qu'une solution durable et équitable soit trouvée dans le contexte des Nations Unies, la Turquie réservera sa position concernant la « question chypriote ». *ii)* Note de tous les États membres de l'Union européenne et de la Commission européenne : la République de Chypre a été reconnue par tous les membres des Nations Unies à l'exception de la Turquie. Les informations figurant dans le présent document concernent la zone placée sous le contrôle effectif du gouvernement de la République de Chypre.
13. Les chiffres figurant dans cette section sont présentés sur la base des décaissements bruts afin qu'ils soient plus aisément comparables avec les estimations des efforts consentis dans le domaine de la coopération pour le développement par le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud (BRICS), pour lesquels les données relatives aux remboursements de prêts ne sont pas disponibles.
14. Voir note 12.
15. Voir note 12.

## Références

GoC (Government of China) (2010), "Expenditure Budget for Central Level Government", Ministère des Finances, Pékin.

GoC (2011), "China's Foreign Aid", Libre blanc du Bureau de l'Information du Conseil d'État de la République populaire de Chine, Pékin. Consultable à l'adresse suivante : [www.china.org.cn/government/whitepaper/node\\_7116362.htm](http://www.china.org.cn/government/whitepaper/node_7116362.htm), consulté le 28 juin 2011.

Gol (Government of India) (2010), "Annual Report 2009-2010", Ministère des Affaires extérieures, New Delhi.

GoR (Government of Russia) (2010), "Assessing Action And Results Against Development-Related G8 Commitments: The Russian Federation Contribution", Ministère des Finances, Moscou. Consultable à l'adresse suivante : [www.minfin.ru](http://www.minfin.ru), consulté le 23 septembre 2010.

Indian EXIM Bank (Indian Export Import Bank) (2011), Operative Line of Credit, au 25 mai 2011. New Delhi. Consultable à l'adresse suivante : [www.eximbankindia.com/locstat250511.doc](http://www.eximbankindia.com/locstat250511.doc), consulté le 29 juin 2011.

IPEA (Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada) et ABC (Agência Brasileira de Cooperação) (2010), "Cooperação Brasileira para o Desenvolvimento Internacional: 2005-2009", IPEA, Brasília. Consultable à l'adresse suivante : [www.ipea.gov.br/portal/images/stories/PDFs/Book\\_Cooperacao\\_Brasileira.pdf](http://www.ipea.gov.br/portal/images/stories/PDFs/Book_Cooperacao_Brasileira.pdf), consulté le 15 février 2011.

OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), *2011 OECD Report on Aid Predictability : Survey on Donors' Forward Spending Plans 2011-13* (à paraître), OCDE, Paris.

Ramachandran, V. (2011), "South Africa to Launch Development Aid Agency", blog *Global Development: Views from the Center*, Center for Global Development, Washington. Consultable à l'adresse suivante : <http://blogs.cgdev.org/globaldevelopment/2011/01/south-africa-to-launch-development-aid-agency.php>, consulté le 29 juin 2011.

Smith, K. (2011a), "United Arab Emirates Statistical Reporting to the OECD Development Assistance Committee", Direction de la coopération pour le développement de l'OCDE, mars 2011, Paris, consultable à l'adresse suivante : [www.oecd.org/dataoecd/37/0/47283752.pdf](http://www.oecd.org/dataoecd/37/0/47283752.pdf), consulté le 30 juin 2011.

Smith, K. (2011b), "Statistical reporting by the Bill and Melinda Gates Foundation to the OECD DAC", avril 2011, Direction de la coopération pour le développement de l'OCDE, Paris, consultable à l'adresse suivante : [www.oecd.org/dataoecd/5/60/47539494.pdf](http://www.oecd.org/dataoecd/5/60/47539494.pdf), consulté le 1er juillet 2011.

South African National Treasury (2010), "National Budget 2010", *International Relations and Co-operation*, Johannesburg.

Zimmermann, F. et K. Smith (2011), "More Money, More Actors, More Ideas for Development Co-operation", *Journal of International Development*, à paraître.





Extrait de :  
**Development Co-operation Report 2011**  
50th Anniversary Edition

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/dcr-2011-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2012), « Notes relatives aux donateurs d'aide au développement qui ne sont pas membres de l'OCDE », dans *Development Co-operation Report 2011 : 50th Anniversary Edition*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/dcr-2011-44-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).